

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 14/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Trefilunion

Route de Boncourt
55200 Commercy

Références : 2023-232
Code AIOT : 0005401139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2023 dans l'établissement Trefilunion implanté rue des tréfileries 21400 Sainte-Colombe-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite au jugement du 11 avril 2023 prononçant la liquidation de la SAS TREFILUNION. Elle avait pour objet de faire un point de situation sur l'état de l'installation de Trefilunion à Sainte-Colombe-sur-Seine, des mesures à prendre dans le cadre de sa mise en sécurité et de rappeler à l'exploitant la nouvelle procédure mise en place depuis le 1er juin 2022 vis-à-vis de la cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise au régime de l'autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Trefilunion (ex. ARCELORMITTAL)
- rue des tréfileries 21400 Sainte-Colombe-sur-Seine
- Code AIOT : 0005401139

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de Sainte Colombe sur Seine produisait des armatures pour le béton précontraint, sous forme de couronnes de fil simplement tréfilé ou de bobines de fil assemblé en torons de 3 à 7 fils, ainsi que des torons gainés au polyéthylène pour haubans de ponts suspendus.

Les bottes de fil machine étaient d'abord décapées à l'acide chlorhydrique, puis phosphatées. Ces opérations se faisaient en trempant les bottes de fil dans des bains contenant une solution d'acide chlorhydrique, puis un mélange d'acide phosphorique et de phosphate de zinc. Après chaque stade se situait une opération de rinçage par aspersion d'eau sous pression ou au trempé, et en fin de ligne une opération de passivation par trempage dans un bain alcalin. La plupart des opérations se faisaient à chaud (40 à 80°C).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Attestation de mise en sécurité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1	/	Sans objet
4	Définition des usages futurs	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-2	/	Sans objet
5	Attestation mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Notification de cessation	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	mesures prises ou prévues	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que les actions mises en oeuvre ou que l'exploitant prévoit de mettre en oeuvre, sont de nature à répondre aux attendus du IV de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement. Les actions de mise en sécurité, à l'issue de leurs mises en oeuvre complètes, devant être attestées par un organisme agréé.

Il a été rappelé à l'exploitant l'importance de transmettre au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que les propositions sur le ou les usages futurs que l'exploitant envisage pour ses terrains.

En effet, conformément à l'article R.512-39-3 le mémoire de réhabilitation est accompagné d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte entre autres des usages futurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de cessation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, notification de cessation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. [...]
Constats : Par courrier du 27 avril 2023, Maître Hervé DECHRISTE a notifié que : <ul style="list-style-type: none">• suivant le jugement du 16/12/2022, une procédure de redressement judiciaire a été ouverte à l'égard de la SASU TREFILUNION sise route de Boncourt à Commercy (55200), société qui exploitait le site situé rue des Tréfileries à Sainte-Colombe-sur-Seine ;• suivant le jugement du 11 avril 2023, cette procédure a été convertie en liquidation judiciaire, et Maître Hervé DECHRISTE a été désigné aux fonctions de liquidateur ;• en sa qualité de liquidateur, Hervé DECHRISTE a déclaré la cessation définitive d'activité de l'installation située rue des Tréfileries à Sainte-Colombe-sur-Seine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : mesures prises ou prévues

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Calendrier des mesures prises ou prévues
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.
Constats : La notification de cessation d'activité du 27 avril 2023 mentionne que la société CORAVAL assistera le liquidateur dans la mise en œuvre des études et des travaux nécessaires pour la mise en sécurité du site et apportera un appui à la rédaction du dossier de cessation d'activité. Le jour de la visite la société CORAVAL a remis à l'inspection le document "État de la mise en sécurité du site" en date du 16 mai 2023. Celui-ci fait état entre autres des points suivants : <ul style="list-style-type: none">• le site est fermé et clôturé ;• une société intervient le 16 mai 2023 pour une première évacuation des huiles valorisables, une seconde intervention sera organisée après la finalisation des travaux de vidange des différentes machines ;• un contact a été pris pour retourner les produits chimiques neufs non utilisés aux fournisseurs ;• une consultation a lieu jusqu'au 26 mai 2023 pour la prise en charge et le traitement des

- autres déchets dangereux ou inflammables (le CCTP a été remis à l'inspection) ;
- un inventaire des transformateurs a été réalisé, il est fait état d'un transformateur fabriqué avant 1987 qui contiendrait potentiellement de l'huile contaminée au PCB. Lors de la visite l'inspection a constaté le pompage du transformateur fabriqué en 1965 dont les huiles sont suspectées d'être polluées au PCB, vers un grand récipient vrac (GRV). L'exploitant a prévu de réaliser une analyse afin de faire évacuer ces huiles vers la filière de traitement appropriée.

Enfin, l'exploitant a informé l'inspection de la mise en place d'un gardiennage du site 24h/24h.

L'inspection invite l'exploitant à transmettre au fur et à mesure les points de situation relatifs à la mise en sécurité du site.

Observations : Lors de la visite l'inspection a constaté la présence de groupes froids, l'exploitant a déclaré que ceux-ci devraient être vendus dans le cadre de la mise aux enchères prévue courant juin.

L'inspection a rappelé à l'exploitant que les opérations sur ce type de matériels doivent être réalisées par des entreprises attestées.

La liste des entreprises attestées étant disponible sur le site du système déclaratif des filières de responsabilité élargie du producteur (SYDEREP) de l'Agence de la transition écologique (ADEME) : <https://syderepv1.ademe.fr/fr/commun/gf/0/accueilrechercheopérateur/liste>.

Enfin, ces opérations doivent être enregistrées sur la fiche d'intervention pour les opérations nécessitant une manipulation de fluides frigorigènes effectuées sur un équipement (Formulaire 15497*03) disponible sous <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R43122>.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Attestation de mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1
Thème(s) : Risques accidentels, ATTES SECUR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. [...]
Constats : L'inspection a rappelé à l'exploitant son obligation de transmettre l'attestation de mise en œuvre des mesures de mise en sécurité, à l'issue de celles-ci, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués.
Observations : L'exploitant peut trouver la liste des organismes certifiés suivant l'arrêté MTE du 09/02/2022, pour remettre une ATTES-SECUR sur le site du laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE) : https://www.lne.fr/recherche-certificats/fr/297 . L'inspection rappelle que certaines entreprises certifiées Sites et Sols Pollués (SSP) peuvent également établir des attestations pendant une période transitoire et dans les conditions fixées par l'article 48 de l'arrêté du 09/02/2022. L'exploitant trouvera les informations et les certifications relatives à ces entreprises sur le site LNE : https://www.lne.fr/fr/certification/certification-sites-sols-pollues .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Définition des usages futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-2
Thème(s) : Situation administrative, Usage futur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I.-Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.</p> <p>II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.</p> <p>En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés. [...]</p>
Constats : La déclaration de cessation d'activité transmise le 27 avril 2023, ne fait pas mention du ou des usages futurs envisagés, ni du fait que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme n'ait été destinataire des plans du site, des études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site.
NON-CONFORMITÉ L'exploitant a confirmé qu'il n'avait pas transmis les éléments tels que prescrit par l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.
Observations : L'exploitant a déclaré être propriétaire des terrains.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Attestation mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-3
Thème(s) : Situation administrative, ATTES MEMOIRE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions

de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.

Le mémoire comporte notamment :

1° Le diagnostic défini à l'article R. 556-2 ;

2° Les objectifs de réhabilitation ;

3° Un plan de gestion comportant :

a) Les mesures de gestion des milieux ;

b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Pour les installations relevant de l'article L. 181-28, le mémoire décrit les opérations déjà réalisées et celles restant à mettre en œuvre en application des conditions de réaménagement fixées par l'autorisation. Le diagnostic prévu au 1° tient compte des investigations déjà réalisées dans ce cadre et est proportionné aux enjeux du site compte tenu des caractéristiques du milieu environnant et du ou des usages futurs du site.

Les mesures de gestion des milieux comprennent au minimum, notamment pour les sols et les eaux souterraines, le traitement des sources de pollution et des pollutions concentrées.

Les mesures de gestion sont appréciées au regard des usages constatés ou déterminés pour les terrains concernés, ainsi que de l'efficacité des techniques disponibles dans des conditions économiquement acceptables justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages.

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

[...]

<p>Constats : L'inspection a rappelé à l'exploitant que le mémoire de réhabilitation devra être accompagné, d'une attestation établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués.</p>
<p>Observations : L'exploitant peut trouver la liste des organismes certifiés suivant l'arrêté MTE du 09/02/2022, pour remettre une ATTES-MEMOIRE sur le site du laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE) : https://www.lne.fr/recherche-certificats/fr/297.</p> <p>L'inspection rappelle que certaines entreprises certifiées Sites et Sols Pollués (SSP) peuvent également établir des attestations pendant une période transitoire et dans les conditions fixées par l'article 48 de l'arrêté du 09/02/2022. L'exploitant trouvera les informations et les certifications relatives à ces entreprises sur le site LNE : https://www.lne.fr/fr/certification/certification-sites-sols-pollues.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>